

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 00418

Numéro SIREN : 498 943 471

Nom ou dénomination : 360 CAPITAL PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2018 sous le numéro de dépôt 75543

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 02-08-2018

N° DE DEPOT : 075543

N° GESTION : 2013B00418

N° SIREN : 498943471

DENOMINATION : 360 CAPITAL PARTNERS

ADRESSE : 13 avenue de l'Opéra 75001 Paris

MILLESIME : 2017

360 CAPITAL PARTNERS

Société par Actions Simplifiée

13 avenue de l'Opéra
75001 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

360 CAPITAL PARTNERS

Société par Actions Simplifiée

13 avenue de l'Opéra

75001 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de 360 CAPITAL PARTNERS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission

de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables retenus.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 25 juin 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a series of loops and a final vertical stroke.

Stéphane COLLAS



360 CAPITAL PARTNERS

13 AVENUE DE L'OPERA

75001 PARIS

SIRET : 49894347100033

COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

APLITEC

4-14 Rue Ferrus - 75014 Paris

Tél : 01.40.40.38.38 Fax : 01.40.40.38.98



Sommaire

COMPTE RENDU DE TRAVAUX	2
BILAN ACTIF	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	5
ANNEXE	7
DETAIL DU BILAN PASSIF	17
DETAIL DU BILAN PASSIF	19
DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT	21

BILAN ACTIF

Présenté en Euros

	Brut	31/12/2017 Amort Prov	Net	31/12/2016 Net	Variation Net
Capital souscrit non appelé (0)					
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	14 112	1 176	12 936		12 936
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage					
Autres immobilisations corporelles	135 744	62 237	73 506	84 884	- 11 378
Immobilisations en cours	2 099		2 099		2 099
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations évaluées selon mise en					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	3 313 878	15 747	3 298 131	3 356 028	- 57 897
Prêts					
Autres immobilisations financières	28 065		28 065	27 757	308
TOTAL (I)	3 493 898	79 160	3 414 737	3 468 668	- 53 931
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés					
Clients et comptes rattachés	45 811		45 811	4 225	41 586
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	11 002		11 002	7 090	3 912
. Personnel					
. Organismes sociaux	855		855		855
. Etat, impôts sur les bénéfices	98 025		98 025		98 025
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	8 917		8 917	71 515	- 62 598
. Autres	5 211		5 211	9 581	- 4 370
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	5 822	41	5 781	5 804	- 23
Disponibilités	1 073 446		1 073 446	1 325 765	- 252 319
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	47 796		47 796	14 418	33 378
TOTAL (II)	1 296 883	41	1 296 842	1 438 398	- 141 556
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	4 790 781	79 201	4 711 579	4 907 066	- 195 487

BILAN PASSIF

Présenté en Euros

	31/12/2017	31/12/2016	Variation
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (dont versé : 424 900)	424 900	424 900	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	178 030	178 030	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	42 490	37 000	5 490
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	5 547	5 547	
Report à nouveau	1 570 811	1 176 920	393 891
Résultat de l'exercice	187 763	399 381	- 211 618
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	2 409 541	2 221 778	187 763
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts Obligataires			
. Emprunts obligataires convertibles			
. Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des ets. de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires	375	464	- 89
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	339	339	
Avances et acomptes reçus			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	494 863	612 673	- 117 810
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	106 214	52 526	53 688
. Organismes sociaux	75 263	147 938	- 72 675
. Etat, impôts sur les bénéfices		20 982	- 20 982
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	32 080	1 596	30 484
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	3 499	29 772	- 26 273
Dettes sur immobilisations	1 127 482	1 749 230	- 621 748
Autres dettes	461 923	4 139	457 784
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		65 630	- 65 630
TOTAL (IV)	2 302 038	2 685 288	- 383 250
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	4 711 579	4 907 066	- 195 487

COMPTE DE RESULTAT*Présenté en Euros*

	France	Exportations	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total	Variation	%
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	137 442	4 005 470	4 142 912	4 019 328	123 584	3,07
Chiffre d'affaires Net	137 442	4 005 470	4 142 912	4 019 328	123 584	3,07
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation reçues						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			1 744		1 744	N/S
Autres produits			275	662	- 387	-58,46
			4 144 932	4 019 990	124 942	3,11
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres appro.						
Variation de stock matières premières, autres appro.						
Autres achats et charges externes			2 182 897	2 018 112	164 785	8,17
Impôts, taxes et versements assimilés			436 335	108 465	327 870	302,28
Salaires et traitements			729 134	614 226	114 908	18,71
Charges sociales			403 096	265 272	137 824	51,96
Dotations aux amortissements sur immobilisations			18 891	15 864	3 027	19,08
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			2 403	220	2 183	992,27
			3 772 755	3 022 159	750 596	24,84
RESULTAT EXPLOITATION			372 177	997 831	- 625 654	-62,70
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée ou bénéfice transféré						
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières				2 721	- 2 721	-100
Autres intérêts et produits assimilés			1 493	17 262	- 15 769	-91,35
Reprises sur provisions et transferts de charges			6 813	5	6 808	N/S
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de VMP						
			8 306	19 987	- 11 681	-58,44
Charges financières						
Dotations financières aux amortissements et provisions			15 788	5 202	10 586	203,50
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change			16		16	N/S
Charges nettes sur cessions de VMP						
			15 804	5 202	10 602	203,81
RESULTAT FINANCIER			-7 498	14 785	- 22 283	150,71
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			364 679	1 012 616	- 647 937	-63,99

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Présenté en Euros

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 929	7 331	- 4 402	-60,05
Reprises sur provisions et transferts de charges				
	2 929	7 331	- 4 402	-60,05
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 934	360 168	- 286 234	-79,47
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 144	57 420	- 53 276	-92,78
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions		7	- 7	-100
	78 078	417 595	- 339 517	-81,30
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-75 149	-410 263	335 114	81,68
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	101 768	202 971	- 101 203	-49,86
Total des Produits	4 156 167	4 047 308	108 859	2,69
Total des charges	3 968 405	3 647 927	320 478	8,79
RESULTAT NET	187 763	399 381	- 211 618	-52,99

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2017 dont le total est de 4 711 579,29 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 187 762,62 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Liste des annexes

1.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE _____	9
2.	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES _____	9
3.	NOTES SUR LE BILAN _____	11
4.	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT _____	15
5.	AUTRES INFORMATIONS _____	16

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a transféré son siège social de St Germain en Laye au 13 Avenue de l'Opéra à Paris.
Un accord d'intéressement a été mis en place pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2017 ainsi qu'un plan d'épargne d'entreprise.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Principes Généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2016-07 et ultérieurs relatifs au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

2.2. Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	3 ans
Installations et agencements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

2.4. Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

- Autres titres immobilisés

Les parts de Fonds Professionnels de Capital d'Investissement (FPCI) sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute des titres.

- Autres immobilisations financières

Les dépôts de garantie liés aux locations immobilières sont évalués à leur valeur nominale.

- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

2.5. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6. CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile. La comptabilisation a été réalisée en diminution des charges de personnel.

L'impact du CICE au titre de l'exercice écoulé est de : 805 €.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il n'a ni permis à l'entreprise de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1. Etat des immobilisations

	Ouverture	Augmentations		Diminutions		Clôture
		Réévaluation	Acquisitions, cessions, virements poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions ou mises hors service	
Frais d'établissement, R&D						
Autres immo incorporelles			14 112			14 112
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Installat° générales, agencets, construct°						
Installat° techniques, mat. industriels						
Autres installations, agencements,	39 680					39 680
Matériel de transport	5 425					5 425
Matériel de bureau, info, mobilier	84 302		6 337			90 638
Emballages récup. et divers						
Immob corporelles en cours			12 507		10 407	2 100
Avances et acomptes						
TOTAL	129 407		18 844		10 407	137 843
Participations évaluées par équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	3 362 824		11 610		60 556	3 313 878
Prêts et autres immo. financières	27 757		308			28 065
TOTAL	3 390 581		11 918		60 556	3 341 943
TOTAL GENERAL	3 519 988		44 874		70 963	3 493 898

Au 31 décembre 2017, les autres titres immobilisés sont composés de la manière suivante :

- 2 350 parts A du FPCI 360 Capital 2011, souscrites pour un montant de 2 350 000 €, appelé à hauteur de 79,29 %, soit 1 863 315 €.
- 104 parts B du FPCI 360 Capital 2011, souscrites pour un montant de 10 400 €, appelé à hauteur de 79,29 %, soit 8 246 €.
- 313 parts B du FPCI 360 Square, souscrites pour un montant de 313 000 €, appelé à hauteur de 46,18 %, soit 144 545 €.
- 86.30 parts A du FPCI Robolution Capital I, souscrites pour un montant de 863 032 €, appelé à hauteur de 46,50 %, soit 401 310 €.
- 338.64 parts C du FPCI Robolution Capital I, souscrites pour un montant de 33 864 €, appelé à hauteur de 46,50 %, soit 15 747 €.

3.2. Etat des amortissements

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Frais d'établissement, R&D				
Autres immo incorporelles		1 176		1 176
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installat° générales, agencets, construct°				
Installat° techniques, mat. industriels				
Autres installations, agencements,	2 412	4 288		6 700
Matériel de transport	5 425			5 425
Matériel de bureau, info, mobilier	36 686	13 426		50 112
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	44 523	17 715		62 237
TOTAL GENERAL	44 523	18 891		63 413

3.3. Etat des provisions sur éléments d'Actifs

Provisions	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières	6 796	15 747	6 796	15 747
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	17	41	17	41
TOTAL Dépréciations	6 813	15 788	6 813	15 788

3.4. Etat des échéances des créances

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	28 065		28 065
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	45 811	45 811	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	855	855	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	98 025	98 025	
- T.V.A	8 917	8 917	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	16 213	16 213	
Charges constatées d'avance	47 796	47 796	
TOTAL	246 021	217 956	28 065
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

3.5. Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	42 641
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	42 641

3.6. Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	375
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	172 341
Dettes fiscales et sociales	136 164
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	294 647
TOTAL	603 527

L'intéressement a été provisionné dans les comptes pour 92 K€ (y compris charges sociales).

3.7. Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	47 796	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	47 796	

3.8. Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	4 249	100
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	4 249	100

3.9. Variation des capitaux propres

Nature	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin exercice
Capital	424 900			424 900
Prime d'émission	178 030			178 030
Réserve légale	37 000	5 490		42 490
Autres réserves	5 547			5 547
Report à nouveau	1 176 920	393 891		1 570 811
Résultat 2016	399 381		399 381	
Résultat 2017		187 763		187 763
TOTAL	2 221 778	587 144	399 381	2 409 541

3.10. Etat des échéances des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :	375	375		
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	494 863	494 863		
Personnel et comptes rattachés	106 214	106 214		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	75 263	75 263		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	32 080	32 080		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	3 499	3 499		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 127 482	1 127 482		
Groupe et associés	339	339		
Autres dettes	461 923	461 923		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 302 038	2 302 038		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	339			

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la TVA non déductible est comptabilisée au compte 635200 « TVA non récupérable ». Auparavant, la TVA non déductible afférente à un bien ou service était comptabilisée avec le compte de charges du bien ou service.

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Prestations de services	4 142 912
TOTAL	4 142 912

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux commissions de gestion facturées aux FPCI Capital 2011, FPCI 360 Square et FPCI Robolution Capital I.

4.2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat av. impôts	Impôts
Résultat courant	364 679	128 182
Résultat exceptionnel	-75 149	-26 414
Résultat comptable	289 530	101 768

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements hors bilan

- Engagement de souscription dans le FPCI 360 Capital 2011

Le montant restant à verser au titre de l'engagement de souscription dans le FPCI 360 Capital 2011 s'élève à 486 685 € pour les parts A et 2 154 € pour les parts B.

- Engagement de souscription dans le FPCI 360 Square

Le montant restant à verser au titre de l'engagement de souscription dans le FPCI 360 Square s'élève à 168 455 €.

- Engagement de souscription dans le FPCI Robolution Capital I

Le montant restant à verser au titre de l'engagement de souscription dans le FPCI Robolution Capital I s'élève à 461 722 € pour les parts A et 18 117 € pour les parts C.

- Indemnité de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont considérés comme non significatifs en égard à la faible ancienneté des effectifs.

5.2. Effectif moyen

L'effectif moyen à la clôture de l'exercice 2017 : 11.

360 CAPITAL PARTNERS

Société par actions simplifiée au capital de 424 900 euros

Siège social : 13 avenue de l'Opéra

75001 Paris

498 943 471 RCS Paris

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 29 JUIN 2018**

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 187 762,62 euros en totalité au compte « report à nouveau » qui s'élève ainsi à 1 758 574,08 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 29 juin 2018.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président



ATTESTATION DE CONFORMITE DES DOCUMENTS COMPTABLES

Je soussigné **François TISON**

Agissant en qualité de **Président** de la société **360 CAPITAL PARTNERS**

Société par actions simplifiée au capital de 424 900 euros

Ayant siège social 13 avenue de l'Opéra 75001 Paris

Immatriculée 498 943 471 RCS Paris

- Certifie que les documents comptables transmis sous forme électronique sont conformes aux comptes approuvés par l'assemblée générale, ou, en cas d'associé unique, par ce dernier.
- Déclare donner mandat pour effectuer le dépôt des documents mentionnés aux articles L.232-21 à L.232-23 du code de commerce à la société :

APLITEC
4-14 rue Ferrus
75014 PARIS
702 034 802 RCS PARIS

Signature :

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'S' shape with a loop at the top and a tail extending downwards.

360 CAPITAL PARTNERS

Société par Actions Simplifiée

13 avenue de l'Opéra
75001 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

360 CAPITAL PARTNERS

Société par Actions Simplifiée

13 avenue de l'Opéra

75001 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de 360 CAPITAL PARTNERS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission

de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables retenus.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés à l'associé sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 25 juin 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

A handwritten signature in blue ink, consisting of a long horizontal stroke followed by a series of loops and a final vertical stroke.

Stéphane COLLAS



360 CAPITAL PARTNERS

13 AVENUE DE L'OPERA

75001 PARIS

SIRET : 49894347100033

COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

APLITEC

4-14 Rue Ferrus - 75014 Paris

Tél : 01.40.40.38.38 Fax : 01.40.40.38.98



Sommaire

COMPTE RENDU DE TRAVAUX	2
BILAN ACTIF	3
BILAN PASSIF	4
COMPTE DE RESULTAT	5
ANNEXE	7
DETAIL DU BILAN PASSIF	17
DETAIL DU BILAN PASSIF	19
DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT	21

BILAN ACTIF

Présenté en Euros

	Brut	31/12/2017 Amort Prov	Net	31/12/2016 Net	Variation Net
Capital souscrit non appelé (0)					
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	14 112	1 176	12 936		12 936
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel, outillage					
Autres immobilisations corporelles	135 744	62 237	73 506	84 884	- 11 378
Immobilisations en cours	2 099		2 099		2 099
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations évaluées selon mise en					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	3 313 878	15 747	3 298 131	3 356 028	- 57 897
Prêts					
Autres immobilisations financières	28 065		28 065	27 757	308
TOTAL (I)	3 493 898	79 160	3 414 737	3 468 668	- 53 931
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés					
Clients et comptes rattachés	45 811		45 811	4 225	41 586
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	11 002		11 002	7 090	3 912
. Personnel					
. Organismes sociaux	855		855		855
. Etat, impôts sur les bénéfices	98 025		98 025		98 025
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	8 917		8 917	71 515	- 62 598
. Autres	5 211		5 211	9 581	- 4 370
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	5 822	41	5 781	5 804	- 23
Disponibilités	1 073 446		1 073 446	1 325 765	- 252 319
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	47 796		47 796	14 418	33 378
TOTAL (II)	1 296 883	41	1 296 842	1 438 398	- 141 556
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	4 790 781	79 201	4 711 579	4 907 066	- 195 487

BILAN PASSIF

Présenté en Euros

	31/12/2017	31/12/2016	Variation
CAPITAUX PROPRES			
Capital social ou individuel (dont versé : 424 900)	424 900	424 900	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	178 030	178 030	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	42 490	37 000	5 490
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	5 547	5 547	
Report à nouveau	1 570 811	1 176 920	393 891
Résultat de l'exercice	187 763	399 381	- 211 618
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	2 409 541	2 221 778	187 763
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
EMPRUNTS ET DETTES			
Emprunts Obligataires			
. Emprunts obligataires convertibles			
. Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des ets. de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires	375	464	- 89
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	339	339	
Avances et acomptes reçus			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	494 863	612 673	- 117 810
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	106 214	52 526	53 688
. Organismes sociaux	75 263	147 938	- 72 675
. Etat, impôts sur les bénéfices		20 982	- 20 982
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	32 080	1 596	30 484
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	3 499	29 772	- 26 273
Dettes sur immobilisations	1 127 482	1 749 230	- 621 748
Autres dettes	461 923	4 139	457 784
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		65 630	- 65 630
TOTAL (IV)	2 302 038	2 685 288	- 383 250
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	4 711 579	4 907 066	- 195 487

COMPTE DE RESULTAT

Présenté en Euros

	France	Exportations	31/12/2017 Total	31/12/2016 Total	Variation	%
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	137 442	4 005 470	4 142 912	4 019 328	123 584	3,07
Chiffre d'affaires Net	137 442	4 005 470	4 142 912	4 019 328	123 584	3,07
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation reçues						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			1 744		1 744	N/S
Autres produits			275	662	- 387	-58,46
			4 144 932	4 019 990	124 942	3,11
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres appro.						
Variation de stock matières premières, autres appro.						
Autres achats et charges externes			2 182 897	2 018 112	164 785	8,17
Impôts, taxes et versements assimilés			436 335	108 465	327 870	302,28
Salaires et traitements			729 134	614 226	114 908	18,71
Charges sociales			403 096	265 272	137 824	51,96
Dotations aux amortissements sur immobilisations			18 891	15 864	3 027	19,08
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			2 403	220	2 183	992,27
			3 772 755	3 022 159	750 596	24,84
RESULTAT EXPLOITATION			372 177	997 831	- 625 654	-62,70
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée						
Perte supportée ou bénéfice transféré						
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières				2 721	- 2 721	-100
Autres intérêts et produits assimilés			1 493	17 262	- 15 769	-91,35
Reprises sur provisions et transferts de charges			6 813	5	6 808	N/S
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de VMP						
			8 306	19 987	- 11 681	-58,44
Charges financières						
Dotations financières aux amortissements et provisions			15 788	5 202	10 586	203,50
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change			16		16	N/S
Charges nettes sur cessions de VMP						
			15 804	5 202	10 602	203,81
RESULTAT FINANCIER			-7 498	14 785	- 22 283	150,71
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT			364 679	1 012 616	- 647 937	-63,99

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Présenté en Euros

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 929	7 331	- 4 402	-60,05
Reprises sur provisions et transferts de charges				
	2 929	7 331	- 4 402	-60,05
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 934	360 168	- 286 234	-79,47
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 144	57 420	- 53 276	-92,78
Dotations exceptionnelles aux amort. et provisions		7	- 7	-100
	78 078	417 595	- 339 517	-81,30
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-75 149	-410 263	335 114	81,68
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	101 768	202 971	- 101 203	-49,86
Total des Produits	4 156 167	4 047 308	108 859	2,69
Total des charges	3 968 405	3 647 927	320 478	8,79
RESULTAT NET	187 763	399 381	- 211 618	-52,99

ANNEXE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2017 dont le total est de 4 711 579,29 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 187 762,62 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Liste des annexes

1.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE _____	9
2.	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES _____	9
3.	NOTES SUR LE BILAN _____	11
4.	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT _____	15
5.	AUTRES INFORMATIONS _____	16

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a transféré son siège social de St Germain en Laye au 13 Avenue de l'Opéra à Paris.
Un accord d'intéressement a été mis en place pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2017 ainsi qu'un plan d'épargne d'entreprise.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Principes Généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règlement ANC n° 2016-07 et ultérieurs relatifs au PCG).

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

2.2. Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

2.3. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels	3 ans
Installations et agencements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

2.4. Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

- Autres titres immobilisés

Les parts de Fonds Professionnels de Capital d'Investissement (FPCI) sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute des titres.

- Autres immobilisations financières

Les dépôts de garantie liés aux locations immobilières sont évalués à leur valeur nominale.

- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

2.5. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.6. CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile. La comptabilisation a été réalisée en diminution des charges de personnel.

L'impact du CICE au titre de l'exercice écoulé est de : 805 €.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Il n'a ni permis à l'entreprise de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.

3. NOTES SUR LE BILAN**3.1. Etat des immobilisations**

	Ouverture	Augmentations		Diminutions		Clôture
		Réévaluation	Acquisitions, cessions, virements poste à poste	Virements de poste à poste	Cessions ou mises hors service	
Frais d'établissement, R&D						
Autres immo incorporelles			14 112			14 112
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Installat° générales, agencets, construct°						
Installat° techniques, mat. industriels						
Autres installations, agencements,	39 680					39 680
Matériel de transport	5 425					5 425
Matériel de bureau, info, mobilier	84 302		6 337			90 638
Emballages récup. et divers						
Immob corporelles en cours			12 507		10 407	2 100
Avances et acomptes						
TOTAL	129 407		18 844	10 407		137 843
Participations évaluées par équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	3 362 824		11 610		60 556	3 313 878
Prêts et autres immo. financières	27 757		308			28 065
TOTAL	3 390 581		11 918	60 556		3 341 943
TOTAL GENERAL	3 519 988		44 874	70 963		3 493 898

Au 31 décembre 2017, les autres titres immobilisés sont composés de la manière suivante :

- 2 350 parts A du FPCI 360 Capital 2011, souscrites pour un montant de 2 350 000 €, appelé à hauteur de 79,29 %, soit 1 863 315 €.
- 104 parts B du FPCI 360 Capital 2011, souscrites pour un montant de 10 400 €, appelé à hauteur de 79,29 %, soit 8 246 €.
- 313 parts B du FPCI 360 Square, souscrites pour un montant de 313 000 €, appelé à hauteur de 46,18 %, soit 144 545 €.
- 86.30 parts A du FPCI Robolution Capital I, souscrites pour un montant de 863 032 €, appelé à hauteur de 46,50 %, soit 401 310 €.
- 338.64 parts C du FPCI Robolution Capital I, souscrites pour un montant de 33 864 €, appelé à hauteur de 46,50 %, soit 15 747 €.

3.2. Etat des amortissements

	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Frais d'établissement, R&D				
Autres immo incorporelles		1 176		1 176
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installat° générales, agencets, construct°				
Installat° techniques, mat. industriels				
Autres installations, agencements,	2 412	4 288		6 700
Matériel de transport	5 425			5 425
Matériel de bureau, info, mobilier	36 686	13 426		50 112
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	44 523	17 715		62 237
TOTAL GENERAL	44 523	18 891		63 413

3.3. Etat des provisions sur éléments d'Actifs

Provisions	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières	6 796	15 747	6 796	15 747
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations	17	41	17	41
TOTAL Dépréciations	6 813	15 788	6 813	15 788

3.4. Etat des échéances des créances

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	28 065		28 065
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	45 811	45 811	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	855	855	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	98 025	98 025	
- T.V.A	8 917	8 917	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	16 213	16 213	
Charges constatées d'avance	47 796	47 796	
TOTAL	246 021	217 956	28 065
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

3.5. Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	42 641
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	42 641

3.6. Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	375
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	172 341
Dettes fiscales et sociales	136 164
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	294 647
TOTAL	603 527

L'intéressement a été provisionné dans les comptes pour 92 K€ (y compris charges sociales).

3.7. Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	47 796	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	47 796	

3.8. Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	4 249	100
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	4 249	100

3.9. Variation des capitaux propres

Nature	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin exercice
Capital	424 900			424 900
Prime d'émission	178 030			178 030
Réserve légale	37 000	5 490		42 490
Autres réserves	5 547			5 547
Report à nouveau	1 176 920	393 891		1 570 811
Résultat 2016	399 381		399 381	
Résultat 2017		187 763		187 763
TOTAL	2 221 778	587 144	399 381	2 409 541

3.10. Etat des échéances des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :	375	375		
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	494 863	494 863		
Personnel et comptes rattachés	106 214	106 214		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	75 263	75 263		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	32 080	32 080		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	3 499	3 499		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 127 482	1 127 482		
Groupe et associés	339	339		
Autres dettes	461 923	461 923		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 302 038	2 302 038		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	339			

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la TVA non déductible est comptabilisée au compte 635200 « TVA non récupérable ». Auparavant, la TVA non déductible afférente à un bien ou service était comptabilisée avec le compte de charges du bien ou service.

4.1. Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Prestations de services	4 142 912
TOTAL	4 142 912

Le chiffre d'affaires correspond principalement aux commissions de gestion facturées aux FPCI Capital 2011, FPCI 360 Square et FPCI Robolution Capital I.

4.2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat av. impôts	Impôts
Résultat courant	364 679	128 182
Résultat exceptionnel	-75 149	-26 414
Résultat comptable	289 530	101 768

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1. Engagements hors bilan

- Engagement de souscription dans le FPCI 360 Capital 2011

Le montant restant à verser au titre de l'engagement de souscription dans le FPCI 360 Capital 2011 s'élève à 486 685 € pour les parts A et 2 154 € pour les parts B.

- Engagement de souscription dans le FPCI 360 Square

Le montant restant à verser au titre de l'engagement de souscription dans le FPCI 360 Square s'élève à 168 455 €.

- Engagement de souscription dans le FPCI Robolution Capital I

Le montant restant à verser au titre de l'engagement de souscription dans le FPCI Robolution Capital I s'élève à 461 722 € pour les parts A et 18 117 € pour les parts C.

- Indemnité de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont considérés comme non significatifs en égard à la faible ancienneté des effectifs.

5.2. Effectif moyen

L'effectif moyen à la clôture de l'exercice 2017 : 11.